

Jean-Louis Roy

L'AFRIQUE : UNE ÉCONOMIE EN PLEINE CROISSANCE

Conférence inaugurale

Grande conférence internationale avec la participation de 7 chefs d'État et de gouvernement africain.

Montréal, le 20 octobre 2008.

Monsieur le Président,

Chers amis,

Je salue en priorité et très chaleureusement nos visiteurs africains et je leur souhaite à tous et à toutes un séjour utile et agréable dans notre ville. D'une manière continue et durable, Montréal a développé et approfondi ses liens avec le continent africain.

MONTRÉAL ET L'AFRIQUE

Une proportion appréciable des Montréalais venus chez nous au titre de l'immigration proviennent d'Afrique et forment une diaspora importante, jeune et appréciée. Cette situation crée un va-et-vient permanent entre vos pays et cette ville; va-et-vient d'information, de personnes et d'échanges de toute nature. Montréal est l'une des rares villes nord-américaines qui bénéficient

de services aériens quotidiens avec l'Afrique grâce notamment aux sociétés

- Royal Air Maroc et son hub qui ouvre sur un grand nombre de pays de l'Afrique subsaharienne;
- Air Algérie qui, elle aussi, permet des prolongements sur tout le continent à partir d'Alger.

Les 4 universités montréalaises et nos grandes écoles, la Polytechnique et l'école des Hautes Études Commerciales, accueillent des centaines d'étudiants du continent qui, dans leurs domaines respectifs, participent à l'enrichissement de nos liens avec l'Afrique. La quasi-totalité de nos institutions de haut savoir disposent d'instituts spécialisés, de centres de recherche, de groupes interdisciplinaires de chercheurs qui maintiennent et développent une expertise sur le continent.

La grande conférence de Montréal, l'un des tout premier rendez-vous annuel des leaders politique, économique et financier en Amérique, accueille des participants de haut niveau en provenance

d'Afrique, chefs d'État, responsables des grandes institutions internationales et autres.

Depuis 10 ans, notre ville dispose d'une publication exclusivement consacrée au développement économique de l'Afrique et aux rapports entre cette dernière et le Canada, l'excellent *Afrique Expansion*.

Le Conseil des relations internationales de Montréal, qui nous accueille aujourd'hui, reçoit régulièrement de grandes personnalités africaines tous les ans.

Nos grandes firmes d'ingénierie, notre mouvement coopératif dans le secteur de l'épargne et du crédit, nos sociétés de communication, nos sociétés œuvrant dans le domaine de l'éducation, de l'énergie, de l'environnement, des mines et un grand nombre de nos ONG sont présentes sur le continent africain.

Enfin, notre vie culturelle est profondément marquée par les créateurs africains. Nous les voyons et apprécions leurs œuvres à l'occasion du Festival du film Vues d'Afrique, du Festival du Monde arabe, de notre grand Festival de jazz et des Francofolies de Montréal.

Notre société d'État chargée du développement culturel, la SODEC, a servi de référence, de modèle à de nombreuses sociétés semblables créées ces dernières années au Maghreb et en Afrique sub-saharienne.

LES PROGRÈS DU CONTINENT

Nous consacrons cette journée à l'approfondissement des liens qui nous unissent à l'Afrique et à l'économie du continent.

Nous le faisons au moment où une crise financière aux ramifications internationales risque, selon l'expression du Premier ministre de France, « d'assécher le crédit au niveau mondial ».

Nous le faisons au moment où le continent africain a connu un niveau de croissance sans précédent depuis ¼ de siècle en raison :

- 1) de la croissance de la demande et du prix des ressources naturelles;
- 2) de l'amélioration des politiques économiques mises en œuvre par de nombreux gouvernements africains;
- 3) de la fin des hostilités dans de nombreux pays du continent;
- 4) de la croissance de l'investissement direct étranger en Afrique qui, selon la CNUCED, a été multiplié par six depuis 2000, de 9 à 53 milliards pour l'année 2007.

Avant la crise actuelle, les spécialistes de l'investissement international estimaient « que le climat des investissements devrait s'améliorer régulièrement » en Afrique en raison notamment « des réserves propres en devises, qui a atteint en 2007 un niveau record, à 137 milliards de dollars tandis que la dette extérieure du continent s'établissait à 11 % du PIB, le plus bas niveau jamais atteint depuis 30 ans.

Dans une intervention majeure à la John F. Kennedy School of Government, le 28 février dernier, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Donald Kaberuka résumait la situation comme suit :

« L'annulation globale de la dette en 2005 a généré un flux d'investissements privés sans précédent, à hauteur de 22 milliards de dollars l'an dernier. Comme prévu, la majeure partie des investissements sont allés dans les pays riches

en ressources naturelles. Cependant, nous estimons que 20% – environ 4,5 milliards de dollars – auraient été attirés par les pays pauvres en ressources naturelles mais dotés de systèmes stables, aux politiques fortement prévisibles, et qui sont bien gouvernés et sûrs. Nous estimons également que 1,2 milliard de dollars sont sans doute allés vers certains des pays pauvres enclavés les moins dotés en ressources naturelles. Je n'ai rien dit de la fuite des capitaux à laquelle on assiste et qui est en train d'être compensée par les envois de fonds importants par les immigrants, sans doute d'un montant proche de 17 milliards de dollars par an. »

Avant la crise, la littérature sur le continent signalait en priorité la progression continue de la croissance en Afrique de 2,7 % en 2002 à 3,6 % en 2003, à 5,5 % en 2005, 2006, 2007 et à 6,5 % pour la présente année. Ainsi, il apparaissait clairement que le long cycle de récession était arrivé à son terme et que les conditions du

décollage de l'Afrique se dessinaient dans la mesure où elle pouvait maintenir une telle performance de croissance dans la moyenne et la longue durée.

Certes, il n'existe pas une telle chose que l'Afrique, ce vaste concept géographique et géopolitique faisant l'économie des différences entre notamment, les pays exportateurs de pétrole dont le taux moyen de croissance a atteint 7,4 % en 2007 et les pays importateurs de pétrole qui enregistraient un taux de croissance de 4,7 %.

Considérant l'ensemble de ces facteurs conjugués avec un ralentissement de la croissance démographique, certains évoquaient timidement, mais évoquaient quand même, le décollage économique du continent. Dans son dernier rapport, *Africa Rising*, la firme Goldman Sachs rappelait les forts rendements des places boursières africaines dans 15 pays, places boursières dont la capitalisation des sociétés inscrites à ses bourses totalisait 100 milliards de dollars.

Les documents préparatoires à la 3^e Conférence économique africaine, sorte de DAVOS continental organisé par la Commission des Nations Unies pour l'Afrique et la BAD, confirmaient ces perspectives. Les hypothèses évoquées et les propositions formulées dans ces textes reposaient :

- 1) sur le maintien d'un taux de croissance de plus de 5% pour les prochaines années, 2 points de plus que les prévisions de croissance mondiale établis à 3%;
- 2) et l'augmentation certes lente mais réelle de la part du continent dans l'économie mondiale.

LES BESOINS DU CONTINENT

- L'Afrique compte aujourd'hui 900 millions d'habitants; ils seront 1,2 milliard en 2030 dont 60%, soit 720 millions, auront moins de 20 ans. L'Afrique sera la région la plus jeune du monde.

- Cette Afrique qui vient, qui est déjà là, est et sera urbaine épousant le rythme accéléré de l'urbanisation du monde en ce « millénaire des villes » selon l'expression de Kofi Annan. Toujours en 2030, plus d'un demi-milliard d'Africains vivront dans les villes du continent, dont certaines seront les plus peuplées du monde.

- Cette Afrique qui vient, qui est déjà là, dispose d'immenses ressources hydro-électriques (21 pays sur 53) exploitées aujourd'hui à la hauteur de 7%, faute d'investissement et des infrastructures requises. Concernant les équipements en électricité solaire, la part du continent se situe à la hauteur de 1,3%.

Aujourd'hui, nonobstant ces potentiels énergétiques immenses, 77,5 % de la population d'Afrique subsaharienne n'a pas accès à l'électricité, selon une étude récente de l'OCDE.

Ces données concernant

- i) la démographie du continent, qui annonce pour 2030 une Afrique qui sera aussi peuplée que la Chine et l'Inde le sont aujourd'hui;
- ii) l'urbanisation du continent, qui annonce pour 2030 une Afrique qui verra sa population urbaine doubler pour atteindre près de 700 millions;
- iii) la situation de manque énergétique, sans oublier les effets des changements climatiques,

circonscrivent des éléments majeurs et prioritaires du développement à venir et du bon usage de ses ressources pour l'investissement propre et l'investissement direct étranger sur le continent.

Ces données, dis-je, circonscrivent les enjeux et défis du continent pour les années et les décennies qui viennent.

DES BESOINS INCOMPRESSIBLES

Pour accueillir 300 millions de ses nouveaux habitants d'ici 2030, pour absorber le doublement de sa population urbaine, pour disposer de l'énergie dont elle a absolument besoin et pour qu'elle décolle au plan économique, l'Afrique a trois besoins incompressibles :

- 1) Premièrement, une bonne gouvernance, l'élimination des causes de l'instabilité et la construction d'États efficaces et modernes.
- 2) Deuxièmement, un niveau d'investissement propre et d'investissement direct international qui puisse doubler au moins deux fois dans les 20 prochaines années pour atteindre, dans le deuxième cas, entre 120 et 150 milliards de dollars. Ces investissements devraient notamment conduire à la mise à niveau des infrastructures existantes et à la mise en place de nouvelles infrastructures sans

lesquelles l'intégration des marchés aujourd'hui fragmentés du continent ne se réalisera pas. Une part majeure des progrès du continent est tributaire de la réussite de cette intégration.

Cette évolution implique deux niveaux de partenariat :

Le premier entre les États africains eux-mêmes visant l'accélération de l'intégration régionale amorcée depuis 20 ans. Chacun sait ici, pour citer à nouveau le président de la Banque africaine de développement, que l'héritage colonial a fait de l'Afrique « le continent avec le plus grand nombre d'États au kilomètre carré ». D'où la priorité à l'intégration régionale.

Le second partenariat doit consolider les liens économiques entre l'Afrique et le reste du monde pour l'accélération de l'investissement sur le continent et l'adoption de règles commerciales équitables (OMC) et notamment dans le domaine agricole.

Ces évolutions souhaitées impliquent un effort immédiat et durable pour la mobilisation des recettes intérieures de chaque État du continent. Si l'investissement privé est absolument indispensable, la réforme fiscale est elle aussi au cœur du décollage économique de l'Afrique. En effet, chacun des pays africains doit augmenter, de façon pérenne, sa capacité propre et sa contribution première à la satisfaction des besoins de base de ses citoyens. Quoi qu'on en dise et quoi qu'on en fasse, le développement du continent ne viendra pas de l'extérieur. Il pourra bénéficier d'appuis extérieurs mais il est et sera d'abord le résultat des choix effectués par les Africains.

La réforme fiscale appartient à ces choix. Elle doit produire une augmentation continue des recettes fiscales. Vous le savez, certains pays du continent, et notamment ceux de l'UEMOA, sont engagés dans cette voie.

Permettez-moi de vous citer l'exemple du Mali qui, avec l'aide de spécialistes québécois, a vu ses recettes totales passer de 196 à 420 milliards de Francs CFA entre 1997 et 2004, soit une augmentation de 114 %, et les recettes de la Direction des impôts de 63 à 180 milliards, soit une augmentation de 170 % pour la même période.

3) Enfin, le troisième besoin incompressible concerne l'investissement massif dans les ressources humaines. L'Afrique, nous l'avons déjà noté, sera le continent le plus jeune du monde, d'où des besoins immenses en éducation et en création d'emplois.

L'évolution favorable dans ces domaines de la gouvernance, de l'investissement dans les infrastructures et les ressources humaines conjugués à un taux de croissance continue de l'ordre de 6 % et plus contribueraient à l'éradication de la pauvreté, à la création d'emplois et au développement économique et social du continent.

UN CONTINENT STRATÉGIQUE

Enfin, en guise de conclusion, je voudrais partager avec vous mes réflexions concernant les nouvelles marges de manœuvre qu'apporte à l'Afrique le développement mondial tel qu'il se déploie aujourd'hui avec les effets de la redistribution de l'investissement, de la richesse, de la croissance des réserves financières, de la maîtrise des technologies existantes et de la création de nouvelles technologies.

L'Afrique est redevenue un continent stratégique et le restera pour l'avenir prévisible.

Ses ressources naturelles et son marché, comme vous le savez, suscitent la plus vive concurrence entre les puissances. Les États-Unis, qui y tirent une part croissante de leur énergie. L'Inde et notamment ses géants du domaine des télécoms et du secteur pharmaceutique injectent des sommes colossales dans ce qu'elles

évaluent être « un marché d'avenir ». Entre l'Inde et l'Afrique, les échanges bilatéraux ont atteint 30 milliards de dollars en 2007. Au Sommet Inde-Afrique tenu à New Delhi, le Premier ministre Singh a souhaité que ce niveau d'échange qui implique d'abord le secteur privé double d'ici la fin de la décennie.

Quant à la Chine, son installation sur le continent vous est connue. Elle deviendra vraisemblablement avant 2015 le premier partenaire financier, économique et commercial du continent.

Déjà, ses échanges bilatéraux avec l'Afrique excèdent les 60 milliards de dollars et ce montant pourrait doubler dans les 5 prochaines années.

Telle est l'intention de la Chine telle qu'exprimée par le président Hu Jintao au Sommet Chine-Afrique en 2006. Outre ses investissements, la Chine propose aux pays du continent un accès à du crédit à taux réduit et sans conditionnalité. Déjà, la China

Exim Bank, 1^{er} agent de crédit de la Chine, finance 260 projets sur le continent, 80% de ces derniers en infrastructures.

L'Occident est concerné par ces évolutions, concerné et dérangé. L'Afrique y trouve de nouvelles marges de manœuvre, des sources d'investissement d'importance, des modes de coopération qui ont commencé à renouveler ses infrastructures. Elle y trouve peut-être à terme les conditions de son décollage et de son amarrage à l'économie mondiale.

Ces évolutions nous interpellent comme partenaires de l'Afrique et notamment concernant la nouvelle concurrence pour notre secteur privé et la nature, les domaines, la pertinence et l'efficacité de notre Aide publique au développement. Comment faire pour que cette dernière contribue à la croissance de l'investissement sans laquelle, l'exemple de l'Asie est probant, l'Afrique ne verra pas sa place et son importance augmenter dans l'économie mondiale?

Ces évolutions nous interpellent aussi en rapport à la crise financière et économique actuelle. La faible part de l'Afrique dans le commerce mondial, le fait que sa croissance dépend en partie de la demande intérieure et le peu d'actifs des banques africaines hors du continent créent l'illusion que la crise touche peu l'Afrique. Mais la chute de la demande et des prix des matières premières et, dans l'éventualité d'une récession à l'échelle internationale, l'assèchement du crédit et la chute prévisible de l'Aide publique au développement pourraient anéantir les progrès récents du continent évoqués précédemment.

Je me réjouis pour ma part que le Sommet de la Francophonie ait examiné les voies et moyens de règlement à long terme de cette crise et de mettre fin aux dérèglements qui l'ont provoquée.

Ce forum Nord-Sud constitue un formidable levier pour l'analyse, la concertation et la proposition. L'idée de la réforme du système économique proposée par le président de la République française

et qui est devenue une proposition de la Francophonie elle-même est importante pour nous tous.

Elle pourrait de plus éviter à l'Afrique un recul dramatique et le l'arrêt de l'élan qui, ces dernières années, permettait d'espérer raisonnablement enfin son entrée dans un cycle de croissance continue et, en conséquence de développement économique et social.

Le Canada doit épouser ces perspectives, se remettre au travail au sein de la communauté internationale, redéfinir sa coopération avec un continent certes meurtri mais qui n'est pas voué à une marginalisation éternelle.

Je vous remercie.